



Office européen des brevets
80298 MUNICH
ALLEMAGNE
Tel.: +49 89 2399 - 0
Fax: +49 89 2399 - 4465

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets



Warcoin, Jacques
Cabinet Régimbeau
20, rue de Chazelles
75847 Paris cedex 17
FRANCE

Agent des Formalités

Nom : Cleere

Tel.: 7713

Date
27.06.07

Référence 66304 D20885	Demande n°/Brevet N°. 04767439.5 - 2402
Demandeur/Titulaire Txcell	

Prorogation de délai conformément à la règle 84 CBE

Procédure d'examen

En réponse à votre requête, nous vous informons que le délai de réponse à la notification en date du 15.02.07 est prorogé de

2 mois et se voit porté

à 6 mois au total

à compter de la signification de la notification précitée.

Dans le cas où un délai plus long a été demandé, la requête sera refusée.

Avis:

La prorogation de délais est régie par les dispositions du règlement d'exécution de la CBE et les Directives relatives à l'examen pratiqué à l'OEB, partie E-VIII, 1.6.

S'il n'est pas répondu à la notification dans le délai imparti, la demande de brevet européen est réputée retirée (art. 96(3) CBE).

Division d'examen



CABINET REGIMBEAU*Propriété Intellectuelle**European Patent and Trademark Attorneys
Conseils en Propriété Industrielle*

Robert SCHRIMPF

Jacques WARCOIN

Francis AHNER

Christian TEXIER

Eric LE FORESTIER

Jean-Robert CALON DE LAMARCK

Marc LEVIEILS

Jérôme COLLIN

Franck TETAZ

Evelyne ROUX

BUREAU DE PARIS

Olivier LABEY

Isabelle THILL

Michel PERNELLE

Nicolas TORNO

Olivier PRATS

Axelle TRICHARD

Isabelle MENDELSOHN

Hélène CORRET

Claire MOUGET-GONIOT

Martine BLOCH-WEILL

Aymeric VIENNE

Marie AUDREN

Emmanuelle LEVY

Julie BRUN

Olivier CLAVEAU

Nadine ROCABOY

Thomas MOISAND

Barbara NICOL

Emmanuelle LIMOUZY

Anne BOUAFIC

Stephanie DOUARD

Magali TOUROUDE

Clarisse LE SALVER

Yohann REBOUSSIN

Mélanie AZEVEDO

Cécile PUECH

Didier POMERANC

BUREAU DE LYON

Frank TETAZ

Directeur Agence

Isabelle PINAUD

Loïs HEIBLIC

Jean-Jacques BOUILLET

Lucile VERNOUX

Sylvain THIVILLIER

BUREAU DE RENNES

Daniel LE FAOU

Directeur Agence

Jean-Yves BRANGER

François BOMER

Eric ROUSSEL

VEILLE ET DOCUMENTATION

Isabelle CLÉRY

Véronique CLOT

Virginie PROUTEAU

David BOURSEAUX

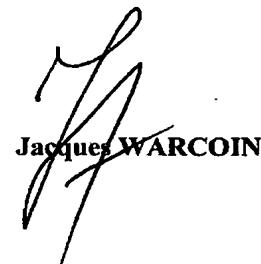
SERVICES ADMINISTRATIFS

Brevets - Isabelle HAY

Marques - Josiane AIZEL

COMPTABILITÉ

Catherine BOURDONNÉC

*Membre d'une association agréée.
Le règlement par chèque est accepté.*BUREAU DE PARIS - SIÈGE SOCIAL
20, rue de Chazelles,
75847 Paris Cedex 17 - France
Tél. : + 33 (0) 1 44 29 35 99
Fax : + 33 (0) 1 44 29 35 99
E-mail : paris@regimbeau.fr
www.regimbeau.frBUREAU DE LYON - Tour Crédit Lyonnais
129, rue Servient
69326 Lyon Cedex 03 - France
Tél. : + 33 (0) 4 26 84 34 40 - Fax : + 33 (0) 4 26 84 34 49
E-mail : lyon@regimbeau.frBUREAU DE RENNES - Saint-Grégoire
Espace performance - Bât. K
35709 St-Grégoire Cedex
Tél. : + 33 (0) 2 23 25 26 50 - Fax : + 33 (0) 2 23 25 26 59
E-mail : rennes@regimbeau.frBUREAU DE GRENOBLE - Permanence
5, place Robert Schuman
BP 1510 - 38025 Grenoble Cedex 1
Tél. : + 33 (0) 4 76 70 04 79 - Fax : + 33 (0) 4 76 28 28 49
E-mail : grenoble@regimbeau.frBUREAU DE MUNICH - Allemagne
Richard-Schmid-Straße 2 - 81341 Munich
Tél. : + 49 89 6242980
E-mail : munich@regimbeau.fr
Jacques WARCOINReceived at the EPO on June 15, 2007 15:07:57 Page 1 of 1 LE FORESTIER, CALON, LEVIEILS, COLLIN, TETAZ, ROUX
Société Civile au capital de 30 489,80 € - R.C.S. PARIS D 784 661 357 - N° T.V.A. Intracommunautaire FR 14 784 661 357

EAVLO3

01/07



✉ EPA/EPO/OEB
D-80298 München
☎ +49 89 2399-0
TX 523 656 epmu d
FAX +49 89 2399-4465

Europäisches Patentamt

Generaldirektion 2

European Patent Office

Directorate General 2

Office européen des brevets

Direction Générale 2

Warcoin, Jacques
Cabinet Régimbeau
20, rue de Chazelles
75847 Paris cedex 17
FRANCE

Numéros de téléphone :

Examinateur chargé de l'instruction
(questions relatives à l'examen quant au fond)

+49 89 2399-8169

Agent des formalités / Assistant
(questions relatives à la forme et autres questions)

+49 89 2399-0



Demande n° 04 767 439.5 - 2402	Réf. 66304 D20885	Date 15.02.2007
Demandeur Txcell		

Notification établie conformément à l'Article 96(2) CBE

L'examen de la demande précitée a montré qu'elle ne satisfait pas aux conditions prévues par la Convention sur le brevet européen pour les motifs précisés en annexe. S'il n'est pas remédié aux irrégularités indiquées, la demande pourra être rejetée en vertu de l'article 97(1) CBE.

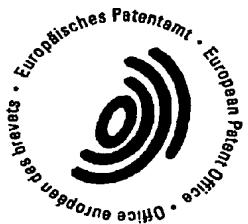
Nous vous invitons à présenter vos observations et, dans la mesure où il peut être remédié aux irrégularités qui ont été signalées, à y remédier dans le délai

de 4 mois

à compter de la signification de la présente notification. Le délai est calculé conformément aux dispositions des règles 78(2), 83(2) et (4) CBE.

Les modifications de la description, des revendications et des dessins doivent être produites sur des feuilles séparées, en un exemplaire, dans le délai susmentionné (règle 36(1) CBE).

Si vous ne déférez pas à cette invitation dans le délai imparti, la demande de brevet européen est réputée retirée (article 96(3) CBE).



Luzzatto, Enrico
1er examinateur
pour la division d'examen

Pièces jointes: 4 page/s exposant les motifs (Form 2906)



Beschied/Protokoll (Anlage)	Communication/Minutes (Annex)	Notification/Procès-verbal (Annexe)
Datum Date Date 15.02.2007	Blatt Sheet Feuille 1	Anmelde-Nr.: Application No.: 04 767 439.5 Demande n°:

Les pièces suivantes de la demande servent de fondement à l'examen :

Description, Pages

1-64 **version publiée**

Revendications, No.

1-30 **version publiée**

Dessins, Feuilles

1/15-15/15 **version publiée**

- 1) La Division d'Examen partage l'avis de l'Autorité Internationale chargé de la Recherche et considère que l'objet de la revendication 20 (ainsi que celui de la rev. 22, dans la mesure où elle dépend de la rev. 20), au vu de l'étape d'obtention d'un échantillon biologique est visé par les dispositions de l'art. 52(4) CBE (traitement chirurgical).
Ladite revendication devrait donc être soit supprimée soit modifiée pour exclure de sa portée ledit traitement chirurgical.

- 2) Il est fait référence aux documents suivants dans la présente notification:

D1: MOTTET CHRISTIAN ET AL: "Cutting edge: Cure of colitis by CD4+CD25+ regulatory T cells." JOURNAL OF IMMUNOLOGY, vol. 170, no. 8, 15 avril 2003 (2003-04-15), pages 3939-3943, XP002275079 ISSN: 0022-1767 (ISSN print)

D2: GROUX HERVE ET AL: "A CD4+ T-cell subset inhibits antigen-specific T-cell responses and prevents colitis" NATURE, MACMILLAN JOURNALS LTD. LONDON, GB, vol. 389, no. 6652, 16 octobre 1997 (1997-10-16), pages 737-742, XP002164695 ISSN: 0028-0836



Bescheid/Protokoll (Anlage)	Communication/Minutes (Annex)	Notification/Procès-verbal (Annexe)
Datum Date Date 15.02.2007	Blatt Sheet Feuille 2	Anmelde-Nr.: Application No.: 04 767 439.5 Demande n°:

D3: BARRAT FRANCK J ET AL: "In vitro generation of interleukin 10-producing regulatory CD4(+) T cells is induced by immunosuppressive drugs and inhibited by T helper type 1 (Th1)- and Th2-inducing cytokines." THE JOURNAL OF EXPERIMENTAL MEDICINE. UNITED STATES 4 MAR 2002, vol. 195, no. 5, 4 mars 2002 (2002-03-04), pages 603-616, XP002275080 ISSN: 0022-1007

D4: WO 02/092793 A (COTTREZ FRANCOISE ;INST NAT SANTE RECH MED (FR); WAKKACH ABDELILAH) 21 novembre 2002 (2002-11-21)

D5: US-B1-6 277 635 (BACCHETTA ROSA ET AL) 21 août 2001 (2001-08-21)

D6: GROUX H: "TYPE 1 T-REGULATORY CELLS: THEIR ROLE IN THE CONTROL OF IMMUNE RESPONSES" TRANSPLANTATION, WILLIAMS AND WILKINS, BALTIMORE, MD, US, vol. 75, no. 9, SUPPL, 15 mai 2003 (2003-05-15), pages 8S-12S, XP008025406 ISSN: 0041-1337

D7: MALLAT ZIAD ET AL: "Induction of a regulatory T cell type 1 response reduces the development of atherosclerosis in apolipoprotein E-knockout mice." CIRCULATION, vol. 108, no. 10, 9 septembre 2003 (2003-09-09), pages 1232-1237, XP009028370 ISSN: 0009-7322 (ISSN print)

3) Nouveauté (art. 54 CBE)

3.1 Les revendications 27-30 manquent de nouveauté au vu des documents D1-D3.

Le procédé par lequel un produit a été obtenu joue un rôle dans la définition dudit produit seulement dans la mesure où le produit présente des caractéristiques spécifiques dues audit procédé.

Il ressort clairement de la description (voir p. 3, l. 26-p. 5, l. 17), que les lymphocytes régulateurs identifiés par le procédé de la revendication 1 sont les mêmes que ceux décrits dans l'art antérieur D1-D3 (D1 et D2 sont cités dans la demande, p. 3 et p. 5). La présente invention fournit donc un procédé alternatif pour l'identification de lymphocytes déjà connus dans l'art antérieur (voir la demande, p. 5, l. 12-17).

De ce fait, tout document décrivant l'utilisation desdits lymphocytes pour la fabrication d'un médicament tel que défini dans la revendication 27 détruit la nouveauté de ladite revendication, même si ce(s) document(s) ne mention(nent) pas un procédé tel que



Beschied/Protokoll (Anlage)	Communication/Minutes (Annex)	Notification/Procès-verbal (Annexe)
Datum Date Date 15.02.2007	Blatt Sheet Feuille 3	Anmelde-Nr.: Application No.: 04 767 439.5 Demande n°:

décrit dans les revendications 1-22.

C'est pourquoi D1 (voir l'abréviation et p. 3940, 1er alinéa de "Results and Discussion") détruit la nouveauté des revendications 27 et 28, D2 et D3 celle des revendications 27-30 (voir D2, les passages cités dans le Rapport de Recherche et D3, agrégé, "Materials and Methods", dernier alinéa, "Discussion").

3.2 Par contre, aucun des documents cités dans le RdR ne décrit un procédé pour l'identification des lymphocytes régulateurs tel que défini par la revendication 1. Cette revendication est donc nouvelle. Il en est de même pour les revendications 2-26 qui, directement ou indirectement en dépendent.

4) Activité inventive (art. 56 CBE)

4.1 Aucun des documents cités dans le RdR D1-D7 ne suggère un procédé pour l'identification des lymphocytes régulateurs se basant sur les marqueurs CD4, CD18 et/ou CD11 et CD49b selon la revendication 1.

L'objet de ladite revendication implique donc une activité inventive. Il en est de même pour les revendications 2-26 qui, directement ou indirectement en dépendent.

5) Remarques finales

- a) Le Demandeur est invité à déposer de nouvelles revendications tenant compte des observations formulées ci-dessus.
- b) Lors du dépôt de revendications modifiées le texte correspondant de la description devrait être adapté à celui de ces revendications modifiées. Il y aurait lieu de veiller à cette occasion, notamment en ce qui concerne la partie introductory de la description et l'exposé du problème ou des avantages, à ce que l'objet de la demande ne s'étende pas au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée (article 123(2) CBE).
- c) Une nouvelle rédaction de toute la description devrait être évitée. Un abréviation modifiée n'est pas requis. Le demandeur est également invité à tenir compte des



Bescheid/Protokoll (Anlage)	Communication/Minutes (Annex)	Notification/Procès-verbal (Annexe)
Datum Date Date 15.02.2007	Blatt Sheet Feuille 4	Anmelde-Nr.: Application No.: 04 767 439.5 Demande n°:

dispositions de la règle 36(1) CBE. Si les modifications apportées sont manuscrites, elles devraient être parfaitement lisibles pour l'imprimeur.

- d) Vous êtes aussi prié d'indiquer clairement l'endroit où les modifications ont été apportées, si possible en déposant les copies des pages originales comportant les corrections manuscrites.



P.B.5818 - Patentlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
T (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 1

Directorate General 1

Direction générale 1

Warcoin, Jacques
Cabinet Régimbeau
20, rue de Chazelles
75847 Paris cedex 17
FRANCE



Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

20.04.06

Référence 66304 D20885	Demande n°/Brevet N°. 04767439.5 - 2401 PCT/FR2004001583
Demandeur/Titulaire Txcell	

Notification du numéro de publication et information sur l'application de l'article 67(3) CBE

La protection provisoire, prévue par l'article 67(1) et (2) CBE, ne deviendra effective dans les Etats contractants désignés que lorsque les conditions prévues par l'article 67(3) CBE seront remplies (pour plus de détails, voir la brochure informative de l'Office européen des brevets "Droit national relatif à la CBE" et les informations complémentaires dans le Journal Officiel de l'Office européen des brevets).

Conformément à l'article 158(1) CBE la publication, en vertu de l'article 21 PCT, d'une demande internationale pour laquelle l'Office européen des brevets est Office désigné remplace la publication de la demande de brevet européen.

Les données bibliographiques de la demande Euro-PCT seront publiées le 31.05.06 dans la Section I.1 du Bulletin européen des brevets. Le numéro de publication européenne est 1660118.

Vous êtes prié de bien vouloir indiquer à l'avenir comme référence le numéro de la demande ainsi que le numéro de la direction concernée.

Section de dépôt





P.B.5818 - Patentlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
T (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 1

Directorate General 1

Direction générale 1



Warcoin, Jacques
Cabinet Régimbeau
20, rue de Chazelles
75847 Paris cedex 17
FRANCE

Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

21-03-2006

Référence 66304 D20885	Demande n°/Brevet N°. 04767439.5 - 2403 PCT/FR2004001583
Demandeur/Titulaire Txcell	

Notification selon les règles 109 et 110 CBE

1) Modification des pièces de la demande, notamment des revendications (règle 109 CBE)

La demande internationale susmentionnée (Euro-PCT) est entrée dans la phase européenne ou pourra entrer dans la phase européenne si les conditions prévues à cet effet sont remplies.

Conformément aux articles 28 et 41 PCT, aux règles 52 et 78 PCT ainsi qu'à la règle 86(2), (3) et (4) CBE, le demandeur a la possibilité, après avoir reçu le rapport de recherche internationale, de produire des pièces modifiées de la demande.

Que le demandeur ait ou non fait déjà usage de cette possibilité, l'occasion lui est de nouveau offerte, à ce stade, de produire des pièces modifiées (notamment des revendications modifiées) dans un délai non reconductible d'UN MOIS à compter de la signification de cette notification (règle 109 CBE).

Les revendications déposées à l'expiration de ce délai, qu'elles aient déjà figuré au dossier à l'entrée dans la phase européenne ou qu'elles ne soient produites que maintenant, serviront de base à la calculation de toute taxe de revendication à payer (voir p. 2) et à toute recherche complémentaire devant être effectuée conformément à l'article 157(2) CBE (règle 109 CBE).



2) Taxes de revendication selon la règle 110 CBE

Si les pièces de la demande sur lesquelles la procédure de délivrance européenne doit se fonder comportent plus de dix revendications, une taxe de revendications doit être acquittée pour toute revendication en sus de la dixième dans le délai prévu à la règle 107(1) CBE.

- Basé sur les pièces de la demande telles qu'elles figurent au dossier actuellement, toutes les taxes de revendication ont été acquittées (ou la demande ne comporte pas plus de 10 revendications).
- Le prélèvement des taxes de revendication sera/a été effectué automatiquement conformément à l'ordre de prélèvement automatique.
- Les taxes de revendication exigibles pour les revendications à n'ont pas été acquittées dans le délai mentionné.

Les taxes de revendications pas encore payées, qui sont calculées sur la base des revendications actuelles ou de celles modifiées selon la règle 109 CBE (voir p.1), peuvent être valablement acquittées dans un délai supplémentaire d' un mois à compter de la signification de cette notification.

Si les taxes de revendication exigibles ne sont acquittées qu'en partie il convient d'indiquer les revendications pour lesquelles le paiement est effectué. En cas de défaut de paiement dans les délais d'une taxe de revendication, le demandeur est réputé avoir abandonné la revendication correspondante (règle 110(4) CBE).

Si les taxes de revendication ont déjà été acquittées, mais qu'un nouveau jeu de revendications qui comporte moins de revendications donnant lieu au paiement d'une taxe que le précédent figure au dossier à l'expiration du délai susmentionné, les taxes de revendication qui ont été acquittées en sus de celles exigibles conformément à la règle 110(2), deuxième phrase CBE sont remboursées (règle 110(3) CBE).

Il est rappelé que la recherche complémentaire à effectuer en vertu de l'article 157(2) CBE ne porte que sur le dernier jeu de revendications figurant au dossier à l'expiration du délai susmentionné ET que seules les revendications donnant lieu au paiement d'une taxe pour lesquelles la taxe de revendication a été acquittée dans le délai feront l'objet de la recherche.

La taxe de revendication exigible pour toute revendication en sus de la dixième s'élève à EUR 40,00.

Section de dépôt





A l'Office européen des brevets

Entrée dans la phase européenne (l'OEB agissant en qualité d'office désigné ou élu)

Numéro de dépôt de la demande de brevet européen	EP04767439.5
Numéro de dépôt PCT	PCT/FR2004/001583
Numéro de publication PCT	WO05000344
Référence du demandeur ou du mandataire	66304 D20885

1. Demandeur

Les renseignements concernant le(s) demandeur(s) figurent dans la publication Internationale ou ont été enregistrés par le Bureau International après la publication Internationale.



Les changements qui n'ont pas encore été enregistrés par le Bureau International sont indiqués ci-après:



Adresse pour la correspondance

2. Mandataire 1

Ce mandataire sera inscrit au Registre européen des brevets et c'est à lui que les significations seront faites

Nom

WARCOIN, M. Jacques

Adresse professionnelle

CABINET REGIMBEAU
20, rue de Chazelles
F-75847 PARIS CEDEX 17
France

Téléphone

+33 1 44 29 35 00

Télécopie

+33 1 44 29 35 99

Courrier électronique

info@regimbeau.fr

L'(es) autre(s) mandataire(s) est(sont) indiqué(s) ci-après:



MARTIN, M. Jean Jacques
SCHRIMPF, M. Robert
AHNER, M. Francis
TEXIER, M. Christian
LE FORESTIER, M. Eric
CALLON DE LAMARCK, M. Jean-Robert
COLLIN, M. Jérôme
TETAZ, M. Franck

3. Pouvoir

Un pouvoir spécial est joint.



Un pouvoir général a été enregistré sous le n°



Un pouvoir général a été déposé mais n'est pas encore enregistré.



Le pouvoir déposé auprès de l'OEB agissant en qualité d'office récepteur au titre du PCT s'applique expressément à la phase européenne.



4. Requête en examen

Il est demandé que soit examinée la demande de brevet conformément à l'art. 94 CBE. Il est (a été, sera) procédé au paiement de la taxe d'examen.

Requête en examen dans une langue non officielle autorisée:

5. Copies

Prière de fournir un ou plusieurs jeux supplémentaires de copies des documents cités dans le rapport complémentaire de recherche européenne.

Nombre de jeux supplémentaires de copies

6. Pièces destinées à la procédure devant l'OEB

6.1 La procédure devant l'OEB agissant en qualité d'office désigné (PCT I) doit se fonder sur les pièces suivantes :

les pièces de la demande publiée par le Bureau International (avec toutes les revendications, la description et les dessins), éventuellement avec les revendications modifiées conformément à l'article 19 PCT

dans la mesure où elles ne sont pas remplacées par les modifications jointes

Le cas échéant, des explications doivent être jointes comme "Autres documents"

6.2 La procédure devant l'OEB agissant en qualité d'office élu (PCT II) doit se fonder sur les pièces suivantes:

les pièces sur lesquelles se fonde le rapport d'examen préliminaire international, y compris ses annexes éventuelles

dans la mesure où elles ne sont pas remplacées par les modifications jointes

Le cas échéant, des explications doivent être jointes comme "Autres documents"

Si l'OEB, agissant en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a reçu des rapports d'essais, ceux-ci peuvent constituer la base de la procédure devant l'OEB.

7. Traductions

Vous trouverez, ci-joint, les traductions cochées ci-après dans l'une des langues officielles de l'OEB (allemand, anglais, français):

- * *Dans la procédure devant l'OEB agissant en qualité d'office désigné ou élu (PCT I + II):*

Traduction de la demande internationale telle que déposée initialement (description, revendications, textes figurant éventuellement dans les dessins), de l'abrégié publié, et de toutes indications visées aux règles 13bis.3 et 13bis.4 PCT concernant le matériel biologique

Traduction de la ou des demandes de priorité

Il est déclaré par la présente que la demande internationale telle que déposée initialement est une traduction intégrale de la demande antérieure (règle 38(5) CBE)

- * *De plus, dans la procédure devant l'OEB agissant en qualité d'office désigné (PCT I):*

Traduction des revendications modifiées et de la déclaration faite conformément à l'article 19 PCT, si la procédure devant l'OEB doit être fondée sur les revendications modifiées (voir la rubrique 6).

- * *De plus, dans la procédure devant l'OEB agissant en qualité d'office élu (PCT II):*

Traduction des annexes du rapport d'examen préliminaire international

8. Matière biologique

L'invention concerne et/ou utilise de la matière biologique, déposée conformément à la règle 28 CBE.

Les indications visées à la règle 28(1)c) CBE (si elles ne sont pas encore connues, l'autorité de dépôt et la (les) référence(s) d'identification [numéro ou symboles etc.] du déposant) figurent dans la publication internationale ou dans une traduction produite conformément à la rubrique 7 à la / aux:

page(s) / ligne(s)

Une (des) copie(s) du (des) récépissé(s) de dépôt délivré(s) par l'autorité de dépôt

est (sont) jointe(s)

sera (seront) produite(es) ultérieurement

Une renonciation à l'engagement du requérant au titre de la règle 28(3) CBE figure en annexe.

9. Séquences de nucléotides et d'acides aminés

Les pièces requises selon les règles 5.2 et 13ter PCT et la règle 111(3) CBE ont déjà été déposées auprès de l'OEB.

La liste de séquences faisant partie de la description est jointe en annexe en format PDF.

La liste de séquences ne contient pas d'éléments s'étendant au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée.

Les données de la liste de séquences sont également jointes en annexe sous une forme lisible par ordinateur, conformément à la norme OMPI 25.

Les données de la liste de séquences sous une forme lisible par ordinateur conformément à la norme OMPI 25 sont identiques à la liste de séquences au format PDF.

10. Taxes de désignation

10.1 Il est actuellement envisagé de payer un montant correspondant à sept fois la taxe de désignation. Les taxes de désignation sont ainsi réputées payées pour tous les Etats contractants de la CBE désignés dans la demande internationale (art. 2, point 3 du RRT).

AT BE BG CH&LI CY CZ DE DK EE ES FI FR GB GR HU IE IT LU MC NL PL PT RO SE SI SK TR

10.2 Contrairement à ce qui est indiqué au n° 10.1, il est actuellement envisagé de payer moins de sept taxes de désignation pour les Etats contractants de la CBE suivants désignés dans la demande internationale:

Prière de ne pas procéder à la signification de la notification prévue par la règle 108(3) CBE pour les Etats contractants n'ayant pas été mentionnés.

10.3 Si un ordre de prélèvement automatique est donné (rubrique 12), il est demandé à l'OEB de prélever, à l'expiration du délai normal visé à la règle 107(1)d) CBE, un montant correspondant à sept fois la taxe de désignation. Si les Etats sont indiqués au n° 10.2, l'OEB débitera les taxes de désignation uniquement pour ces Etats, sauf instructions contraires reçues avant l'expiration du délai de base.

11. Extension des effets du brevet européen

La présente demande est également réputée demande d'extension à tous les Etats non contractants de la CBE désignés dans la demande internationale, avec lesquels existaient, lors du dépôt de la demande, des "accords d'extension". Toutefois, l'extension ne produit ses effets que si la taxe d'extension prescrite est acquittée.

Il est actuellement envisagé de payer la taxe d'extension pour les Etats suivants:

12. Prélèvement du compte courant



Devise

EUR

Par la présente, il est demandé à l'Office européen des brevets de prélever du compte courant ci-après les taxes et frais repris à la page Taxes.

N° du compte courant

28040004

Titulaire du compte

Cabinet REGIMBEAU

13. Les remboursements éventuels sont à effectuer sur le compte courant suivant ouvert auprès de l'OEB

Numéro et titulaire du compte

28040004, Cabinet REGIMBEAU

14. Taxes

		Coefficient utilisé	Barème des taxes	Montant à payer
14-1	002 Taxe de recherche	0	960.00	0.00
14-2	005 Taxe de désignation	7	75.00	525.00
14-3	008 Taxe d'examen	1	1 430.00	1 430.00
14-4	015 Taxe pour chaque revendication à partir de la onzième (règle 31, paragraphe 1)	20	40.00	800.00
14-5	020 Taxe nationale de base pour une demande internationale	1	90.00	90.00
14-6	033 Taxe annuelle pour la 3ème année	1	380.00	380.00
Total:			EUR	3 225.00

15. Annotations

16. Signature(s) du (des) demandeur(s) ou du mandataire

Lieu: PARIS CEDEX 17
Date: 22 Décembre 2005
Signé par: Subject: FR, Cabinet Regimbeau, J. Warcoin 4924
Issuer: , European Patent Office, European Patent Office CA
Fonction: (Mandataire)

Pour les employés (art. 133(3) CBE) disposant d'un pouvoir général
N° du pouvoir général



Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Accusé de réception

Par la présente, nous accusons réception du formulaire d'entrée dans la phase européenne (OEB en tant qu'office désigné ou office élu), comme suit:

Numéro de soumission	86345	
Numéro de demande PCT	PCT/FR2004/001583	
Date de réception	22 décembre 2005	
Votre référence	66304 D20885	
Demandeur		
Pays		
Documents produits	EPF1200.PDF ep-euro-pct.xml	application-body.xml package-data.xml
Effectué par	CN=J. Warcoin 4924,O=Cabinet Regimbeau,C=FR	
Méthode de soumission	En ligne	
Date et heure de réception	22 décembre 2005, 14:27:05	
Digest	B6:31:E1:67:38:D3:2B:19:D2:C7:1F:A6:21:2B:ED:1C:38:F B:E1:B4	

/Office européen des brevets/



P.B.5818 - Patentlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
T (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 1

Directorate General 1

Direction générale 1



Txcell
Route de Saint Antoine de Ginestière
Bâtiment Arc
Hôpital de l'Archet
06200 Nice
FRANCE

Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

11.11.05

Référence	Demande n°/Brevet N°. 04767439.5 - 2403 PCT/FR2004001583
Demandeur/Titulaire Txcell	

Entrée dans la phase européenne devant l'Office Européen des Brevets

Les informations ci-dessous apportent des précisions sur les actes à effectuer pour qu'une demande entre dans la phase européenne devant l'Office Européen des Brevets (OEB). Il est vivement recommandé de les lire attentivement. Si les actes nécessaires ne sont pas accomplis dans les délais, la demande risque d'être réputée retirée.

1. La demande de brevet internationale précitée a reçu le numéro de demande européenne **04767439.5**.
2. Les demandeurs qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'un des Etats contractants de la CBE peuvent eux-mêmes engager le traitement européen de la demande internationale, à condition qu'ils le fassent avant l'expiration du 31ème mois à compter de la date de priorité (cf. également à ce propos le point 6 de la présente lettre d'information).

Pendant la phase européenne devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu, ces demandeurs doivent toutefois être représentés par un mandataire agréé (art. 133(2) et 134(1) et (7) CBE).

Les actes de procédure accomplis après l'expiration du 31ème mois par le mandataire qui était compétent pour la phase internationale, mais n'était pas agréé auprès de l'OEB, sont sans effet et donnent lieu par conséquent à des pertes de droits.

Il est à noter qu'un mandataire agréé auprès de l'OEB qui aurait déjà agi pour le demandeur pendant la phase internationale, n'est pas automatiquement réputé mandataire pour la phase européenne. Il est dès lors vivement recommandé de désigner à temps un tel mandataire si l'on veut charger celui-ci d'engager la demande dans la phase européenne, faute de quoi l'OEB devra adresser toutes les notifications directement au demandeur.

3. Les demandeurs qui ont leur domicile ou leur siège sur le territoire de l'un des Etats contractants de la CBE ne sont pas tenus de désigner un mandataire agréé auprès de l'OEB pour la phase européenne devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu. Etant donné la complexité de la procédure, il est toutefois recommandé à ces demandeurs de désigner eux aussi un tel mandataire.
4. Il est vivement recommandé aux demandeurs et aux mandataires agréés d'utiliser le formulaire 1200 de l'OEB (qui peut être obtenu gratuitement auprès de l'OEB) pour l'engagement de la phase européenne. Son utilisation n'est cependant pas impérative.



5. Pour l'entrée dans la phase européenne devant l'OEB, il convient d'accomplir les actes de procédure énumérés ci-après. Il est à noter que si les actes nécessaires ne sont pas accomplis, ou qu'ils ne le sont pas valablement, il en résultera une perte de droits ou d'autres préjudices juridiques.

5.1 Avant l'expiration du 31ème mois à compter de la date de dépôt ou (le cas échéant) de la date de priorité la plus ancienne, lorsque l'OEB agit en qualité d'Office désigné (art. 22(1) et (3) PCT) ou en qualité d'Office élu (art. 39(1) PCT):

- a) Remise d'une traduction de la demande internationale dans une des langues officielles de l'OEB, si le Bureau international n'a pas publié la demande dans une de ces langues (art. 22(1) PCT et règle 107(1)a) CBE).
Si la traduction n'est pas remise dans les délais, la demande internationale devant l'OEB est réputée retirée (règle 108(1) CBE).
La perte de droit est réputée ne pas s'être produite si, dans un délai supplémentaire de deux mois à compter de la signification d'une notification de l'OEB, la traduction est produite en même temps qu'une surtaxe est acquittée (règle 108(3) CBE).
- b) Paiement de la taxe nationale de base (EUR 160,00) et de la taxe de recherche, lorsqu'un rapport complémentaire de recherche européenne doit être établi (EUR 960,00; règle 107(1)c) et e) CBE).
- c) Paiement des taxes de désignation (EUR 75,00) pour tout Etat contractant désigné (règle 107(1)d) CBE), lorsque le délai prévu à l'article 79(2) CBE expire avant le délai de 31 mois.
- d) Présentation de la requête écrite en examen et paiement de la taxe d'examen (EUR 1430,00; règle 107(1)f) CBE) lorsque le délai prévu à l'article 94(2) CBE expire avant le délai de 31 mois.
- e) Paiement de la 3ème taxe annuelle (EUR 380,00) lorsque celle-ci est exigible avant l'expiration du délai de 31 mois (règle 107(1)g) CBE).

Si les taxes exigibles visées sous b) à d) ne sont pas acquittées dans les délais ou si la requête écrite en examen n'est pas produite dans les délais, la demande internationale devant l'OEB est réputée retirée, ou la désignation de l'Etat contractant concerné est réputée retirée (règle 108(1) et (2) CBE). Toutefois, les taxes peuvent être encore valablement acquittées sous réserve du paiement simultané des surtaxes correspondantes, dans un délai supplémentaire de deux mois à compter de la signification d'une notification de l'OEB (règle 108(3) CBE).
Dans le cas de la taxe annuelle visée sous e), ce délai supplémentaire est de six mois à compter de l'échéance (art. 86(2) CBE).

5.2 Si les pièces de la demande sur lesquelles se fonde la procédure de délivrance européenne comportent plus de dix revendications, une taxe de revendication doit être acquittée pour toute revendication en sus de la dixième dans le délai de 31 mois prévu à la règle 107(1) CBE (règle 110(1) CBE). Toutefois, cette taxe peut être encore acquittée dans un délai supplémentaire d'un mois à compter de la signification d'une notification correspondante émise par l'OEB (règle 110(2) CBE).

6. Si un mandataire agissait pour le demandeur pendant la phase internationale de la demande, cette lettre d'information lui est envoyée avec prière d'informer en conséquence le demandeur.

Toutes les autres notifications seront adressées au demandeur ou à son mandataire européen, si sa désignation a été communiquée à temps à l'OEB.



7. De plus amples détails concernant les délais et les actes de procédure devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu figurent dans la brochure

Comment obtenir un brevet européen
Guide du déposant (2ème partie)
Procédure PCT devant l'OEB - "EURO-PCT".

Le texte de cette brochure, la liste des mandataires agréés auprès de l'OEB, le formulaire 1200 de l'OEB à utiliser, ainsi que les taxes actuellement en vigueur peuvent être consultés sur l'Internet, à l'adresse suivante:

<http://www.european-patent-office.org>

Section de dépôt

